

<b>Déclaration déposée le 09/09/2019</b>	
Par :	<b>Monsieur MARTIGNON Stéphane</b>
Demeurant à :	<b>13 Le Clos de Plaisance 57530 SILLY SUR NIED</b>
Sur un terrain sis à :	<b>13 Le Clos de Plaisance 57530 SILLY-SUR-NIED  Cadastré Section 12 Parcelle 322</b>
Nature des Travaux :	<b>Création d'un appentis attenant à l'habitation</b>

**N° DP 057 654 19 M0012**

**ARRETE municipal n° 2019-35**

**Le Maire de la Commune de SILLY-SUR-NIED**

VU la déclaration préalable présentée le 09/09/2019 par Monsieur MARTIGNON Stéphane,

VU l'objet de la déclaration :

- pour la création d'un appentis attenant à l'habitation ;
- sur un terrain situé 13 Le Clos de Plaisance à SILLY-SUR-NIED (57530) ;
- pour une emprise au sol créée de 12 m<sup>2</sup> ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants,

VU la cartographie de l'aléa retrait – gonflement des argiles dans le département de la Moselle de septembre 2008, établie par le BRGM,

VU la Carte Communale de la Commune de SILLY-SUR-NIED approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 01/02/2011, et par arrêté préfectoral en date du 26/04/2011,

VU le permis d'aménager n° PA 057 654 08 M0001 autorisant l'aménagement d'un lotissement en date du 19/09/2008,

VU le permis d'aménager modificatif n° PA 057 654 08 M001 M01 autorisant l'aménagement d'un lotissement de 21 lots maximum en date du 19/10/2012,

VU le règlement national d'urbanisme,

VU les plans et documents joints à la déclaration susvisée,

CONSIDERANT que le projet de la déclaration susvisée porte sur la création d'un appentis attenant à l'habitation, créant une emprise au sol de 12 m<sup>2</sup>, sur un terrain de 646 m<sup>2</sup> situé 13 Le Clos de Plaisance à SILLY-SUR-NIED (57530) ;

CONSIDERANT que le projet de création d'un appentis entraîne une imperméabilisation du sol, sur une emprise au sol créée de 12 m<sup>2</sup> ;

CONSIDERANT que le déclarant ne précise pas dans les pièces fournies en annexe de la déclaration préalable susvisée le mode de gestion et d'évacuation des eaux pluviales sur son unité foncière ;

CONSIDERANT l'article R111-8 du Code de l'Urbanisme qui dispose que « [...] la collecte et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement [...] doivent être assurés dans des conditions conformes aux règlements en vigueur. » ;

## ARRETE

**Article 1 :** Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable pour le projet susvisé, sous réserve du respect des prescriptions émises dans l'article 2 suivant.

**Article 2 :** En application de l'article R111-8 du Code de l'Urbanisme, le projet de création d'un appentis de la déclaration susvisée devra gérer et évacuer les eaux pluviales captées par le projet sur l'unité foncière du déclarant et conformément aux règlements en vigueur.

SILLY-SUR-NIED, le 9 octobre 2019

Le Maire,

  
Par délégation, Adjoint au Maire  
**Jean-Marie MULLER**  
**Serge WOLLJUN**



### **Nota :**

- Le bénéficiaire est informé que le terrain est situé en zone d'aléa de niveau faible vis-à-vis du risque naturel du gonflement des argiles. La carte d'aléa peut être consultée sur [www.argiles.fr](http://www.argiles.fr) et un guide relatif à la prévention des désordres dans l'habitat individuel peut être téléchargé gratuitement sur <http://catalogue.prim.net> - rubrique « Risque Naturel » - rubrique « Mouvement de terrain » - catégorie « Tassements différentiels » et télécharger le document « Le retrait-gonflement des argiles - Comment prévenir les désordres dans l'habitat individuel ».

L'avis de dépôt, prévu à l'article R423-6 du code de l'urbanisme, de la demande de déclaration préalable susvisée a été affiché en Mairie le : 10/10/19 ..... La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales, le 10/10/19 ..... En application de l'article R424-5 du code de l'urbanisme, le présent arrêté est publié par voie d'affichage à la mairie à compter du : 10/10/19 .....

### **INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours contentieux et s'adresser par voie électronique au tribunal à partir d'une application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr>.

#### **Durée de validité de la déclaration préalable :**

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :** En application de l'article R. 424-15 du code de l'urbanisme, la déclaration tacite doit être affichée sur le terrain dès qu'elle est acquise, de manière visible de l'extérieur, par les soins de son bénéficiaire, pendant toute la durée du chantier. Cet affichage mentionne également l'obligation, prévue à peine d'irrecevabilité par l'article R. 600-1, de notifier tout recours administratif ou tout recours contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis. En application des articles A.424-15 à A.424-19 du code de l'urbanisme, l'affichage sur le terrain de la déclaration préalable est assuré par les soins du bénéficiaire sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80 centimètres. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19 du code de l'urbanisme, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement (ou sur le site officiel de l'administration française : [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)) ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux. Un extrait du permis est également affiché en mairie, par l'autorité compétente, pendant deux mois.

#### **Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

#### **Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.